



Depuis le déclenchement de la crise anglophone en 2016, aujourd'hui transformée en véritable guerre de tranchée, les autorités de Yaoundé, mues par on ne sait quelle assurance, multiplient des déclarations qui, loin d'être rassurantes, s'avèrent les unes aussi bien que les autres, d'une stupidité qui cache mal une volonté de laisser pourrir la situation.

Les dernières affirmations notamment du MINAT, et la volonté d'imposer des élections régionales en disent long sur ces dérives qui ne cessent de causer du tort, des morts et la désolation dans le pays.

Les dérives (verbales) de certaines autorités de Yaoundé

1. Momo Jean de Dieu

Nommé ministre délégué, à la faveur de son ralliement à la candidature de M. Biya, dans un énième post sur sa page Facebook qu'il ne croit pas devoir abandonner, a déclaré le 20 mars 2019 et parlant de Me Moretti : ***« lorsqu'il arrive au Cameroun, depuis l'aéroport jusqu'à son hôtel, il ne trouve aucune scène de guerre. Au contraire il voit un peuple chaleureux, qui vit en paix et dans l'allégresse générale, dans la joie donc. »***

On pourrait se demander dans quel pays vit un tel compatriote. Mieux, s'il ne fait juste pas de la simple diversion démagogique. Mais au fond, pourquoi faire de telles déclarations alors qu'aucun jour ne passe sans que nos forces de sécurités et de défenses, ainsi que nos concitoyens ne meurent dans les théâtres des affrontements au NOSO et dans le cadre des attaques de boko haram ? Sait-il seulement que l'essentiel des chantiers de la CAN est actuellement abandonné, faute de moyens ou que plusieurs milliers de camerounais n'ont pas reçu le moindre sou depuis le début de cette guerre inutile ? Pourquoi laisser libre cours à ce genre de personnage dans une République, ce précieux espace vital que tous les camerounais ont en partage ?

1. Atanga Nji

Ce Monsieur qui ne fait pas bonne presse, anglophone de surcroît, ne cesse de décevoir. En effet, il est d'une manière ou d'une autre derrière l'escalade dans le NOSO. Au commencement, il nia sans ménagement l'existence d'une quelconque crise anglophone. Puis, aujourd'hui, il a réussi à faire deux choses absolument blâmables :

- **La querelle inutile sur le nombre des déplacés**

D'après le HCR, organe habilité de l'Onu sur les questions de réfugiés, et régulièrement accrédité au Cameroun depuis mai 1982, « plus de 437 000 personnes » fuyant la guerre dans les régions anglophones, sont actuellement déplacées au Cameroun, dont « 246 000 dans la région du Sud-ouest, 105 000 dans la région du Nord-ouest et 86 000 dans les régions du Littoral et de l'Ouest ».

Mais, le 04 avril 2019, dans une déclaration catastrophique du point de vue diplomatique, il a publiquement contesté ces chiffres qu'il dit être une « fake news ». Alors même que la voie diplomatique aurait prévalu pour confronter les informations respectives des deux parties, il a plutôt parlé de moins de 125 000 déplacés.

- **L'accusation de tentative de détournement des fonds par les dirigeants de l'organe onusien**

1. Atanga Nji ne s'est pas arrêté là. Il a clairement déclaré que cette information erronée est « **publiée à dessein, par ceux qui veulent se servir de la situation dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, pour en faire un fonds de commerce** ». Ce qui signifie en langage simple, qu'il met en doute la moralité des agents onusiens. Car, dira-t-il : « **Vous pouvez par exemple, demander 50 millions d'Euros, tout en sachant que pour encadrer les déplacés internes au Cameroun, il faudrait peut-être 10 millions d'Euros. Vous constaterez que les autres 40 millions d'Euros prendront une autre destination** ».

Avait-on besoin de faire ce chantage à la communauté internationale, alors même que visiblement nous peinons à gérer ce conflit, qui chaque jour s'enlise ? N'est-ce pas méchant de continuer à torpiller les initiatives tendant à alléger les souffrances du peuple qui se meurt au jour le jour, sans la moindre compassion de ceux qui ont légalement reçu mandat de le solutionner ? Devrait-on rappeler que ce dimanche même, le Rwanda célébrait le 25^{ème}

anniversaire du génocide dont on a justement accusé la communauté internationale, la France en tête, de n'avoir pas, en son temps, daigné intervenir pour stopper ce qui apparaît aujourd'hui comme « l'holocauste de l'Afrique moderne » ? Combien de temps devrait-on encore laisser entre des mains inexpertes la gestion d'un dossier aussi sensible ?

La volonté des autorités de Yaoundé d'imposer les élections régionales avant les municipales

Tous les acteurs de bonne foi s'accordent aujourd'hui à dire que les camerounais ont tout intérêt à s'arrêter un instant pour se regarder droit dans les yeux, afin de savoir quelle direction emprunter pour l'avenir. Les organisations internationales ont proposé « un débat inclusif » ; les USA une conférence internationale ; **le Cardinal Tumi**, la « **all anglophone conference** »... Mais, jusqu'ici, le pouvoir de Yaoundé, déterminé à exprimer sa « souveraineté », ne consent à rien y faire. Ou, plutôt, à imposer sa logique : élection présidentielle pour consolider la légalité de celui qui sera appelé à résoudre le conflit, élection régionale pour couper l'herbe aux pieds des fédéralistes.

Or, l'élection présidentielle a engendré un autre conflit, la crise post-électorale avec les arrestations que l'on sait et qui est loin d'être réglée ; mais aussi a, d'une certaine manière consacré la « **partition de fait du pays** », puisqu'il est constant que le NOSO n'a pas participé à la hauteur attendue au vote. Ce qui a fait dire au président français à l'occasion de ses félicitations du 29 octobre 2019 au président Biya, que « **l'aggravation continue de la situation (...) reste une préoccupation profonde pour la France et l'ensemble des partenaires extérieurs du Cameroun** ».

Puis, l'organisation des élections régionales, avant les élections municipales n'aident pas à clarifier le jeu politique, y compris à solutionner cette question sur la forme de l'État, qui devrait en toute logique être posée sur la table afin que les camerounais se prononcent de manière souveraine. Car, la souveraineté est bien celle du peuple camerounais (**article 2 (1) constitution du 18 janvier 1996**). On comprend dès lors la réaction fracassante du doyen d'âge du SENAT, qui s'est lâché en séance plénière le 05 avril 2019 au motif que « **son peuple se meurt pendant que les gens continuent de s'amuser à Yaoundé** ». Ce centenaire, soit dit en passant, a déclaré de manière constante, d'abord à Jeune Afrique, le 1^{er} mars 2018, puis le 5 avril 2019, que le meilleur système pour le Cameroun est « **le fédéralisme** ».

C'est dire à quel point les âmes de bonne volonté, les camerounais de tous bords, devraient pouvoir se ressaisir et poser des actes de nature à donner espoir aux générations futures, pour l'avènement d'une République exemplaire au Cameroun. Ce qui passe justement par l'abandon d'une certaine cupidité en filigrane... Car, Christina De Leu, « **là où la cupidité règne, la misère réside** ».

Par Emmanuel Mimbè.